

POLITIQUE, SCIENCE ET PSYCHANALYSE.
De l' "aversion de la contingence" à une "politique du symptôme"

L'invention par J. Lacan du "discours analytique" - à distinguer ici aussi bien de la découverte de Freud, l'inconscient, que de son invention : la psychanalyse - déplace, voire subvertit, les rapports de la psychanalyse au politique et à la politique. D'exhiber la topologie et les articulations discursives qui font le lien social, Lacan accomplit simultanément deux gestes : la fondation du champ lacanien comme tel et la mise en évidence de la dépendance du discours analytique à l'endroit des autres discours.

S'en dégagent au moins deux enseignements :

- 1) si "l'inconscient, c'est la politique"¹, il n'en va pas de même pour la psychanalyse. Pour la même raison que la psychanalyse n'est pas une éthique, elle n'est pas non plus une politique et encore moins la politique. Mais pour autant qu'éthique et politique sont relatives au discours, on peut affirmer qu'il y a une politique de la psychanalyse, précisément celle qui se déduit des finalités que chaque cure vise à rendre effectives à sa fin ;
- 2) le discours analytique ne saurait exister et se soutenir que de son rapport aux autres discours et notamment du plus fondamental d'entre eux : le discours du maître. Il ne s'agit pas d'un rapprochement et encore moins d'une confusion entre ces deux discours. Au contraire, la catégorie de discours analytique émancipe la psychanalyse de la "vision politique du monde"² comme elle la soustrait au moins partiellement à la *Weltanschauung* scientifique à laquelle Freud la soumettait³. Mais que Lacan ait poussé les choses jusqu'à définir le discours du maître - la politique et la vision politique du monde donc - comme l'envers de la psychanalyse indique suffisamment ce qui est requis des analystes : être avertis de la chose politique et prendre la politique au sérieux !

Cette prise au sérieux de la politique concerne bien sûr mais ne saurait se limiter à la seule politique de la psychanalyse et des institutions analytiques. Il faudrait presque, ici, décalquer la question que Lacan présentait, en 1964, comme le vecteur de son "projet radical", et explorer ainsi l'espace de la question qui va de : la psychanalyse est-elle / a-t-elle une politique à : qu'est-ce qu'une politique qui inclut la psychanalyse ?

Mon propos, dans le présent article, est à la fois autre et d'une ambition moindre. Il consiste à prendre la question psychanalyse / politique non pas de front mais de biais. Et ce pour la raison évidente que le rapport entre la psychanalyse et la politique n'est pas un rapport direct, immédiat. Entre les deux discours et les deux pratiques, il y a d'une part hiatus, solution de continuité et d'autre part des articulations, des ponts, des médiations.

L'hiatus est à référer principalement à ceci que la politique, par définition, est relative au collectif, à un collectif de parlants. Sans l'enfermer dans une définition trop étroite, on peut dire qu'elle est généralement conçue et

¹ Lacan J., *Le Séminaire livre XIV, La logique du fantasme*, Leçon du 10 mai 1967

² Sur cette notion, son intérêt, ses enjeux, cf J-C Milner, *Les noms indistincts* Paris ; Seuil, 1981 et Benny Lévy, *Le Meurtre du Pasteur. Critique de la vision politique du monde*, Paris ; Grasset/Verdier, 2002.

³ " En tant que science spécialisée, branche de la psychologie (...), elle est absolument inapte à former une *Weltanschauung* propre, elle doit adopter celle de la science ", in Freud S. , (1933), *Nouvelles conférences d'introduction à la psychanalyse*, Paris ; Gallimard, p 212.

située comme commandement, domination et gouvernement dans l'ordre du collectif là où la psychanalyse, en tant qu'expérience et pratique, vise le singulier et procède au un par un .

Par ailleurs, entre politique et psychanalyse, il y a tout le système des “ pratiques discursives ”, les institutions en tant qu’“ appareils idéologiques d’Etat ” (famille, école, etc.), les mœurs comme concrétions des valeurs, des normes et des goûts d’une époque, mais aussi les savoirs.

La science sur le marché des savoirs

Parmi ces derniers, il paraît évident aujourd’hui que la science occupe une place et une position spécifiques. D’une part parce que de tous les savoirs disponibles, elle est celle à laquelle la psychanalyse est la plus organiquement liée (la science comme condition de la psychanalyse est une thèse permanente dans l’enseignement de Lacan) ; d’autre part, parce que la science n’est pas seulement savoir, qu’elle est en excès par rapport aux connaissances qu’elle produit, d’être également pourvoyeuse d’objets techniques – lathouses – et de capacités d’intervention pratique sur le monde. D’où le syntagme lacanien : discours de la science.

Dès lors, il ne suffit plus d’examiner les seules incidences de la science dans le politique et dans la politique. Il conviendrait au moins d’essayer de cerner ce que produit en la matière l’événement “ discours analytique ”, l’éclairage qu’il apporte, les destitutions qu’il opère, l’interprétation qu’il propose, la vérité qu’il dévoile sur les rapports de la politique et de la science.

Qu’appelle-t-on politique ?

Il n’est guère nécessaire de remonter jusqu’à Freud pour formuler au plus près le concept psychanalytique du politique. Ce concept, d’ailleurs, n’est pas freudien mais lacanien. Avant d’y venir, il est nécessaire de poser la question dont il paraît difficile de faire l’économie : qu’appelle-t-on politique ? De quoi parlons-nous quand nous énonçons le signifiant : politique ?

Sans viser l’exhaustivité et sans entrer dans les subtilités de la distinction entre la politique et le politique, on peut avancer que le terme de politique peut s’entendre en au moins quatre sens :

- 1) comme exercice du pouvoir, de l’emprise, de la contrainte, de la domination ;
- 2) comme pratique spécifique de traitement du réel du lien social ;
- 3) comme institution sociale du gouvernement des affaires collectives, de la Chose publique, celle de tous et de chaque Un ;
- 4) comme instance de définition de fins de l’action dans chaque pratique sociale : orientation, détermination des objectifs et finalités.

De la politique comme discours du maître

C’est dire s’il convient de distinguer sévèrement la politique comme discours – le discours dit du Maître – de la politique du discours, i.e. la politique relative à tel ou tel discours. Prenons cette distinction au sérieux et voyons jusqu’où elle peut nous enseigner sur les rapports – respectons pour une fois l’ordre historique de leur apparition - de la politique, de la science et de la psychanalyse.

La politique en tant que discours – qui n’est ni le discours politique ni le discours sur la politique - et en tant que discours du maître, c’est ce que Lacan introduit dans le champ freudien. Il ne s’agit, évidemment, ni d’une découverte ni d’une invention : “ Le discours du

maître, (...) vous n'êtes pas sans savoir que la philosophie ne parle que de ça. Avant même qu'elle ne parle que de ça, c'est-à-dire qu'elle l'appelle par son nom – c'est au moins saillant chez Hegel, et tout spécialement illustré par lui -, il était déjà manifeste que c'était au niveau du discours du maître qu'était apparu quelque chose qui nous concerne quant au discours, quelle que soit son ambiguïté, et qui s'appelle la philosophie ”³.

De quoi s'agit-il alors ? De rien moins que ce qu'il faut établir pour que se puisse poser la question de “ la place de la psychanalyse dans le politique ”⁴.

Les enjeux et les conséquences de l'équivalence du discours du maître et de la politique sont tels que tout le texte de cet article n'y suffirait pas. S'en déduit néanmoins une sorte de perspective sur le politique qui conduirait à définir celle-ci comme l'activité humaine qui vise à convertir l'identification, l'amour, la crainte et / ou la confiance en obéissance et en assujettissement à des fins de captation, de rapt, de spoliation de plus-de-jourir.

Que nous enseigne plus directement Lacan en élevant la politique à la structure d'un lien social fondamental voire du plus fondamental des liens sociaux ? Peut-être rien d'autre que ceci : la politique n'est pas un savoir, c'est-à-dire “ ce quelque chose qui lie, dans une relation de raison, un signifiant S1 à un autre signifiant S2 ”, mais un discours, soit un lien qui assure la coexistence synchronique de corps de parlants. Ce qui, d'emblée, met la jouissance dans le coup puisque “ il n'y a de discours, et pas seulement l'analytique, que de la jouissance ”⁵.

Mais de cette structure de discours, on le sait, Lacan ne fait pas une réalité anhistorique. Il dissocie, pour ainsi dire, la structure de langage et l'institution du discours du maître, ne serait - ce que parce qu'il conçoit – en accord avec les meilleurs auteurs en anthropologie politique ⁶ – l'existence de sociétés dont le support est mythique : “ Nous pouvons, dit Lacan, les analyser comme ethnographiques, c'est-à-dire comme échappant au discours du maître, pour autant que celui-ci commence avec la prédominance du sujet, en tant justement qu'il tend justement à ne se supporter que de ce mythe ultra-réduit, d'être identique à son propre signifiant. ”⁷

Du maître et du désir de savoir

La question qui se pose dès lors, et qui nous préoccupe au premier point, est de savoir comment ce discours du maître et celui qui en est l'agent – le maître, donc - en viennent à s'intéresser et à se nouer au savoir. Non pas au savoir-faire, aux *technai* mises au travail de produire du plus-de-jourir, mais à ce savoir dont le défaut, à en croire Lacan, spécifie le désir du maître. Autrement dit, comment s'opère le passage du “ désir que ça marche ” au “ désir de savoir ”, en passant par le “ désir de savoir comment ça marche ” et le “ désir de savoir ce qu'il faut, ce qui est nécessaire pour que ça marche ”.

On connaît la réponse, même partielle, de Lacan : c'est le philosophe qui a inspiré “ au maître le désir de savoir ”⁸. Les élaborations ultérieures de Lacan nous conduisent aujourd'hui à mettre en question ce “ désir de savoir ” comme figure et comme nom du désir du maître, voire à lui substituer le terme plutôt foucauldien de “ volonté de savoir ”⁹.

³ Lacan J. , *Le Séminaire livre XVII , L'envers de la psychanalyse*, Paris ; Seuil, 1991, p20.

⁴ Ibidem, p 90.

⁵ Ibidem, p 90.

⁶ Je pense ici très précisément aux travaux de Pierre Clastres et de Luc de Heusch.

⁷ Ibidem, p 102. Ibidem, p 24.

⁸

⁹ On se souvient que c'est le titre donné par Michel Foucault au premier volume de son Histoire de la sexualité. Il reste que cette expression évoque étrangement celle forgée par J. Lacan à propos de la figure perverse du désir dans son “ Kant avec Sade ” : la volonté de jouissance.

Toujours est-il que la question du rapport du maître, et au-delà du discours du maître, au savoir se trouve posée.

Déclinaisons du savoir

Le savoir, évidemment, se décline. Pluriel, il ne se réduit pas à la science même si cette dernière en est devenue la forme emblématique et la figure agalmatique. On peut donc, malgré tout, tenir le rapport du discours du maître à la science pour le paradigme et l'essentiel du rapport du discours du maître au savoir. Mais dès lors, c'est la science elle-même qui se divise - selon l'opposition devenue classique, entre science antique, l'epistèmè, et science moderne, la science galileo-cartésienne et la technoscience en laquelle elle s'est métamorphosée. De telle sorte qu'il est possible d'établir assez précisément ce qui change dans le politique selon que le discours du maître s'articule à l'epistèmè ou à la technoscience.

A envisager la question à partir de la psychanalyse, une perspective s'impose : celle que suggère une indication de Lacan dans son séminaire du 11 mars 1970. Il y affirme, à propos du discours du maître, " qu'il est le seul à rendre impossible cette articulation que nous avons pointée ailleurs comme le fantasme, en tant qu'il est relation du a avec la division du sujet - S barré poinçon a.

Dans son départ fondamental, le discours du maître exclut le fantasme. Et c'est bien ce qui le rend, dans son fondement, tout à fait aveugle.

Le fait qu'ailleurs, et spécialement dans le discours analytique, où il s'étale sur une ligne horizontale d'une façon tout à fait équilibrée, le fantasme peut sortir, nous en dit un peu plus sur ce qu'il en est du fondement du discours du maître. ”¹⁰.

Qu'est-ce à dire sinon que le discours du maître se fonde d'un non-rapport spécifique, non pas celui qui supporte l'inexistence du rapport sexuel chez les parlêtres mais le non-rapport entre le plus-de-jouir qui " va plus ou moins devenir cause du désir du maître " et ce qui constitue sa vérité. Barrière de la jouissance donc en tant qu'interdite dans son fond.

Exclusion du fantasme ?

Reste cette thèse incommode selon laquelle le discours du maître exclurait le fantasme. Comment l'entendre et quelle perspective en dégager pour lire les métamorphoses de la politique en tant que discours du maître ?

Que la politique en tant que discours du maître soit fondé sur l'exclusion du fantasme semble ne vouloir dire qu'une chose : elle est politique de la loi. C'est ce dont atteste le mouvement de la réflexion politique de Platon soi-même. S'il commence, en effet, par *La République* et poursuit par *Le Politique*, son œuvre de philosophe du politique se terminera par *Les Lois*.. Autrement dit, s'il commence par le projet exorbitant de changer les hommes et de placer le savoir au chef de l'Etat, il aboutira à l'idée que la cité juste est celle où l'individu peut être amélioré, pas là où il s'épanouit. Du coup, la fin dévolue à la politique n'est ni le bonheur ni la prospérité, c'est de rendre effective, réelle, la justice dans la Cité. Le dualisme entre l'epistèmè et le nomos se résout donc en faveur de ce dernier, Platon renonçant à fonder la légitimité politique uniquement sur la science ¹¹, pour autant que la légalité et la justice peuvent suppléer le défaut de savoir.

Politique de la Loi ?

¹⁰ Lacan J. , *Le Séminaire livre XVII, L'envers de la psychanalyse*, op. cité, p 124

¹¹ Sur l'articulation de la science antique et de la politique, cf. *Le Politique* de Platon et l'extraordinaire commentaire que lui a consacré Cornelius Castoriadis dans son Séminaire de 1986 à l'EHESS : *Sur Le Politique de Platon*, Paris ; Seuil, 1999, " La couleur des idées ", 196p.

Or de l'aveu de Platon lui-même, “ *jamais la loi ne pourra, en embrassant exactement ce qui est le meilleur et le plus juste pour tous, ordonner ce qui est le plus parfait, car les dissimilarités et des hommes et des actes et le fait que presque aucune chose humaine n'est jamais en repos ne permettent d'énoncer rien d'absolu et allant pour tous les cas et pour tous les temps dans aucune manière et pour aucune science.[...]Or nous voyons que c'est à cela même que la loi peut parvenir, c'est-à-dire énoncer des absolus valant pour tous, et pour tous les cas, comme un homme arrogant et ignare qui ne permettrait à personne de rien faire contre ses ordres ni de lui poser des questions, ni même, si quelque chose de nouveau survenait, de faire mieux que ce que postule la loi en dehors de ses prescriptions.*”¹²(294 a -b)

Cet “ homme arrogant et ignare ”, ce disque rayé auquel Platon réduit la loi, c'est sans doute le S1, mais n'est-ce pas aussi tout simplement, pour nous, le Surmoi, mais le Surmoi en tant qu'il est à la fois “ la loi en tant qu'incomprise ” et la loi en tant qu'obtusité ?

S'il en est ainsi, une telle politique ne peut s' 'autoriser et s'exercer que par la mise en œuvre e la voix, de la voix en tant qu'instrument du pouvoir qui peut aller jusqu'à s'annexer le scopique sous la modalité de l'auto –observation par exemple.

Sans doute que le christianisme tentera d'adoucir la rigueur de la loi – celle des Grecs comme celle des Juifs tout aussi bien – par l'introduction de l'amour, de l'amour comme principe de production de l'obéissance.

Mais n'en fallait-il pas davantage pour fonder une politique du fantasme ?

Une politique du fantasme

Conjecturer une politique du fantasme, c'est poser ou supposer que le discours du maître a changé au regard de sa constitution originare fondée sur la barrière de la jouissance et ce qu'elle produit, en l'occurrence : l'exclusion du fantasme.

A quoi doit-on rapporter les modifications les plus décisives dans l'économie du discours du maître sinon à l'émergence et à la domination du discours de la science ?

Pour l'orientation lacanienne, en tout cas, il n'y eut guère d'événement plus déterminant dans la Civilisation depuis l'invention du monothéisme. Ceci justifie à soi tout seul un examen des rapports de la politique et de la science moderne.

Ces rapports se peuvent concevoir en au moins deux directions :

- 1) celle qui lie la science à la société civile mais aussi et surtout à l'Etat : à ses institutions (Armée, Université, Recherche), à ses demandes, à ses commandes, à ses objectifs, à sa planification, à ses financements. C'est, dirons-nous, le versant d'hétéronomie de la science à l'endroit du politique d'une part et d'autre part celui de la fonction politique de la science. Ce deuxième aspect peut se condenser en une proposition : la politique, à travers l'appareil d'Etat, s'intéresse à la science pour l'instrumentaliser et notamment pour mener ses guerres : économique, idéologique, de conquête coloniale ou impériale¹³ ;
- 2) celle relative aux incidences de la science – et plus largement du discours de la science – dans la politique, c'est-à-dire tout aussi bien dans les idéologies et les philosophies politiques, les formes de gouvernement et les méthodes de gouvernance, l'approche et la

¹² Traduction proposée par C. Castoriadis in *Sur Le Politique de Platon*, op. cité, p 158.

¹³ Sur ce point, on se reportera avec profit à l'ouvrage collectif paru sous la direction d'Amy Dahan et Dominique Pestre, *Les sciences dans et pour la guerre*, Paris ; E.H.E.S.S. , 2003.

formulation des problèmes et des enjeux politiques, l'expérimentation et l'évaluation des actions, la conceptualité et les instruments de la gestion des affaires publiques.

La politique des Modernes

Formulons le plus sobrement possible la question fondamentale : existe-t-il une politique moderne, une politique des Modernes ?

A s'orienter à partir de l'enseignement de Lacan, on ne peut répondre que positivement. D'ailleurs, les différentes réécritures lacaniennes du discours du maître – discours du maître antique, discours universitaire (versus bureaucratie), discours capitaliste – constituent autant de tentatives pour situer et formaliser les incidences de la modification du statut du savoir initiée par la science, antique d'abord puis moderne, dans le politique. On voit d'ailleurs, à partir de là, qu'il est vain de vouloir réduire la politique moderne à une seule figure du discours du maître pour autant qu'il s'agit justement d'un complexe de bureaucratie, de technocratie et d' " individualisme hédoniste " .

A considérer les choses au plan le plus général, je dirai que l'incidence de la science dans la politique se réduit à deux traits fondamentaux qui marquent une véritable rupture par rapport aux formes antique et classique du discours du maître :

- la constitution du pouvoir comme " lieu vide " (Cl. Lefort), pure fonction distincte de la variable qui peut la saturer ;
- la transformation progressive de la politique : d'une pratique qui guide, définit et oriente vers des objectifs, en une activité qui accompagne, entérine et suit les changements sociaux d'une part et d'autre part qui régule, qui arbitre entre le (techno - scientifiquement) possible et le *normalement* acceptable ; le possible qui, d'être acceptable par les normes en vigueur, peut devenir effectif.

On peut affirmer, sans grand risque de se tromper, que toute la politique moderne, toute la politique des Modernes, se situe dans une dépendance étroite à la science et à son discours, à ses principes d'analyse, de réduction et d'universalisme. Cela se vérifie aisément à se rappeler combien ce qui a compté – pour le meilleur et pour le pire – dans cette politique des Modernes est plus ou moins appendu au discours de la science : les Lumières, les Droits de l'homme, la démocratie représentative moderne, l'utilitarisme, le matérialisme historique, les empires coloniaux, le nazisme, le discours capitaliste, etc.

Cette rapide évocation suffit à indiquer combien sont divers les liens et combien hétérogènes les dimensions et registres du discours de la science qui sont convoqués : les connaissances scientifiques proprement dites, la méthode scientifique, l'idéologie de la science (scientisme), les techniques issues de la science, les utopies, les fictions voire les délires scientifiques.

Incidences de la techno - science

Ici aussi on remarquera que ce n'est pas directement que la science détermine la politique. Ses incidences dans ce champ passent par celles qu'elles ont produites dans l'économie, l'idéologie, l'éthique et les institutions.

Dans un excellent petit ouvrage, *Science, argent et politique. Un essai d'interprétation*, Dominique Pestre résume bien le procès en question pour la période 1870 –1970 : " *Au long de cette centaine d'années, le monde de la production est renouvelé dans ses pratiques et ses structures, comme dans ses objectifs : la production de masse devient la norme, comme la standardisation des produits et des modes de travail. Des nouvelles formes d'organisation et de traitement des informations et des flux voient le jour et le " management scientifique " pénètre les ateliers. Ce long XXème siècle est celui des méga-organisations, notamment des grandes structures industrielles reposant sur la techno- science pour établir leur pouvoir. Les premiers grands systèmes voient certes le jour au XIXème siècle (qu'on pense aux chemins de fer) mais le long XXème siècle a vu leur généralisation massive, il les a vus devenir la norme.*

Plus généralement, il voit l'apparition et la généralisation d'économies reposant sur des connaissances rationnellement mobilisées au laboratoire, dans les bureaux des méthodes, sur les chaînes de production, dans la promotion des ventes et de la consommation. Ce mouvement, qui concerne les sciences physiques, mathématiques, chimiques, biologiques, sanitaires, agricoles, mais aussi les sciences sociales et de gestion, est un mouvement de mobilisation et d'appropriation de l'intelligence théorique et pratique des sciences ¹⁴

Au plan des institutions, qu'il suffise d'évoquer, pour la France, l'Ecole Polytechnique – lieu de convergence et d'articulation du scientifique, du militaire - industriel et du militaire - épistémologique ! (cf l'expédition d'Egypte de Bonaparte) – ou des actuels centres de recherches (Centre National de la Recherche Scientifique, Institut d'Etudes et de Recherches Médicales, Institut National de la Recherche Agronomique, Institut Français des Relations Internationales, etc.) dans leur fonctions notamment d'expertise¹⁵ auprès des gouvernements et des institutions internationales.

Quant aux idéologies, le phénomène le plus marquant me paraît la “ culture de l'urgence et de la mobilisation permanente ” sur laquelle, à la suite de Peter Sloterdijk¹⁶ Dominique Pestre insiste également : “ Animées d'une foi technologique sans faille suscitée par les réussites de la seconde guerre mondiale, ces années(1940-1970) n'imaginent pas que la technique alliée à la science (une techno – science mêlant organiquement savoirs d'ingénieurs et savoirs mathématiques ou physiciens, et intéressée par toutes formes de modélisations) puisse ne pas résoudre tous les problèmes. Cette foi, omniprésente dans les élites industrielles, politiques et scientifiques, se manifeste dans le fait qu'on croit souvent que la science est à l'origine du progrès industriel, économique et social (ceci est théorisé par les économistes du changement technique à travers le modèle linéaire).

Elle se marque par la conviction que si tous les moyens sont mobilisés, une solution sera toujours trouvée ; (...). Dans tous les cas, la croyance veut qu'une action techno – scientifique coordonnée, si l'on y met les moyens, viendra à bout de n'importe quelle difficulté et conduira à la solution de tous les problèmes, y compris des problèmes sociaux. Ces croyances fortes mèneront à une technicisation croissante de l'action politique, économique et stratégique, à grands renforts de modèles et d'ordinateurs. ”¹⁷

La solution des problèmes et ses spécialistes

Nous rejoignons ici certains aspects de l'analyse de Hannah Arendt dans son texte de 1969, *Crisis of the Republic*¹⁸ où elle ne se contente pas de brocarder les “ spécialistes de la solution des problèmes ”¹⁹ ; elle y dégage aussi et surtout le principe subjectif auquel rapporter leur posture : “l'aversion de la contingence”..

¹⁴ Pestre Dominique., *Science, argent et politique. Un essai d'interprétation*, Paris ; INRA Editions, 2003.

¹⁵ Sur la question essentielle et très actuelle de l'expertise, on se référera avec profit à Philippe Roqueplo, *Entre savoir et décision. L'expertise scientifique*, Paris ; INRA Editions, 1997.

¹⁶ Sloterdijk Peter, *La mobilisation infinie. Vers une critique de la cinétique politique*, Paris ; Christian Bourgois, 2000,

¹⁷ Pestre Dominique., *Science, argent et politique*, op. cité, p 66.

¹⁸ Arendt Hannah., “ Du mensonge en politique ” in *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*, Paris ; Calmann-Lévy, 1972, pp 7-51.

¹⁹ “ Ils ne se contentaient pas de faire preuve d'intelligence, mais se targuaient en même temps de leur “ rationalisme ”, et de leur amour de la “ théorie ”, de l'univers purement intellectuel, leur faisant rejeter tout “ sentimentalisme ” à un point assez effrayant. Ils aspiraient à la découverte de formules, exprimées et préférées dans un langage pseudo-mathématique, susceptibles d'unifier les phénomènes les plus disparates que la réalité pouvait leur offrir ; autrement dit, ils s'efforçaient de découvrir des lois permettant d'expliquer l'enchaînement des faits historiques et politiques et de le prévoir, comme s'il s'agissait d'une réalité aussi nécessaire et non moins certaine que les phénomènes naturels l'étaient autrefois pour les physiciens ” (Ibidem, pp 15-16).

“ Dans cette aversion aux racines profondes, écrit H. Arendt, on retrouve l’origine d’une bonne part de cet arsenal utilisé par la théorie politique moderne – la théorie des jeux et l’analyse des systèmes, les scénarios composés à l’intention “ d’auditoires ” imaginaires, et l’énumération méticuleuse d’ “ options ”, d’ordinaire au nombre de trois, A, B et C, A et C représentant les solutions extrêmes et opposées, et B constituant la “ solution logique ” des problèmes, celle de la voie moyenne. L’erreur, dans ce mode de pensée, consiste, d’abord à imposer des choix entre des solutions qui paraissent mutuellement s’exclure ; jamais la réalité ne s’offre à nous sous cette forme de prémisses aboutissant à des conclusions logiques. Le mode de pensée, qui présente A et C comme des solutions indésirables et en conséquence s’arrête à B, ne peut guère servir qu’à détourner l’attention et empêcher les facultés de jugement de s’exercer sur le nombre très élevé des possibilités réelles. ”²⁰

Une dernière notation d’ H. Arendt encore, pour nous approcher un petit peu plus du noyau du fantasme en jeu dans cette guise de la politique : “ Les hommes d’action, écrit-elle, pour autant qu’ils estiment être maîtres de leur avenir, sont toujours tentés de se rendre également maîtres du passé. Alors que l’action les attire et qu’ils également férus de théorie, il est peu probable qu’ils fassent preuve de la même patience que le spécialiste des sciences de la nature qui attendra que ses théories ou ses explications hypothétiques aient été confirmées ou réfutées par les faits. Ils seront tentés, par contre, de faire concorder la réalité envisagée par eux – qui, après tout, est un produit de l’action humaine et aurait donc pu prendre une autre forme – avec leurs théories, écartant ainsi mentalement sa contingence déconcertante. ”²¹

“ La science n’est rien d’autre qu’un fantasme, qu’un noyau fantasmatique ” disait Lacan dans “ Le moment de conclure ”²². Fantasme, la science l’est en effet, et ce triplement : par son projet de connaissance intégrale du réel de la nature d’abord, comme volonté de maîtrise de l’univers ensuite, enfin en tant qu’impuissance, condamnée qu’elle est à une exploration partielle et partielle de l’étant.

Pas étonnant dès lors que ce soit la dimension propre du fantasme comme structure et instance de la conjonction de la volonté de jouissance, de la volonté de maîtrise et de la méconnaissance de cause, que la science moderne réintroduise dans la considération politique.

Ce n’est donc pas pour une mais une double raison que l’on est fondé à parler d’une politique du fantasme : certes pour cette raison que nous venons de voir que la science est fantasme mais aussi pour une raison plus anciennement établie de la dominance d’un discours du capitaliste que spécifie, entre autres, l’affectation de la science, du savoir technico – scientifique à des fonctions de production des lathouses censées étancher le manque – à – jouir du sujet – maître.

Politique du symptôme ?

Pour conclure, je dirai que la détermination et l’inspiration techno - scientifique du politique ne pouvaient conduire qu’à ceci : reprendre, dans l’ordre de la politique, la métaphysique de la science moderne. Ce qui se traduit par la mise en œuvre d’opérations qui sont devenues autant de signifiants – maîtres : expérimenter, calculer, vérifier, prévoir, évaluer, innover. Bref, dominer, soumettre, et maîtriser les relations et les problèmes du lien social sur fond de forclusion du sujet, de forclusion des “ choses de l’amour ” et de forclusion de la contingence.

²⁰ Ibidem, pp 16-17.

²¹ Ibidem, p16.

²² Lacan J., Le Séminaire livre XXV , Le moment de conclure, Leçon du 20 décembre 1977.

Le *topos* et l'enjeu du conflit voire de l'antagonisme avec la psychanalyse se trouvent, du coup, situés.

Pour Freud qui était et qui est demeuré scientifique, le problème fut moins la science et son idéologie que la politique et son ressort fondamental : la psychologie des foules et son cortège d'identification, de refoulement et d'idéalisation. S'il fut porteur d'une réflexion politique, on peut dire que celle-ci n'a visé que les conditions politiques requises pour l'exercice de la psychanalyse. Ses formulations les plus décisives concernant la politique et la psychanalyse assignaient clairement comme objectif, à la cure, de rendre effectif le projet d'autonomie du sujet, autonomie supportée par la capacité acquise – dans l'expérience – d'élucidation de son inconscient – “ tirer au clair l'inconscient dont vous êtes sujet ”²³, dira Lacan -, de “ domptage des pulsions ”²⁴, de renforcement de ses aptitudes à la délibération, au choix, à la décision et à l'acte. On comprend dès lors que pour lui ce sont les finalités de la psychanalyse en intension elle-même qui fournissent la norme pour évaluer la politique, les institutions et les régimes politiques selon qu'ils entravent ou favorisent l'accession des sujets à leur autonomie et qu'ils sont ou non capables de concilier celle-ci avec l'autonomie de la collectivité.

La perspective freudienne, autrement conceptualisée et formulée, est-elle vraiment divergente de la lacanienne ?

A insister sur l'homologie entre la politique et le discours du maître, Lacan a sans doute accentué le versant aliénant de la politique. Et ce versant-là, la dominance du discours de la science, loin de l'alléger ou de le défaire, l'a plutôt aggravé. De sorte que, quel que soit l'agent à l'œuvre dans la fonction du semblant - la loi (S1), le tout - savoir (S2) ou l'individu hédoniste serf de ses plus-de-jouir (S barré du discours capitaliste) -, la dimension aliénante du politique reste prévalente sinon exclusive. En cela, se démontre, on ne peut mieux, en quoi et pourquoi le discours du maître est bel et bien l'envers de la psychanalyse.

Ceci, bien sûr, ne dit rien de ce que serait une politique qui inclurait la psychanalyse. En revanche, elle permet sinon d'entrevoir en tout cas de formuler ce qu'on pourrait appeler, selon la belle expression forgée par Colette Soler, “ une politique du symptôme ”²⁵.

²³ Lacan J., *Télévision*, Paris ; Seuil, 1974, repris in *Autres écrits*, Paris ; Seuil, 2001, p 543.

²⁴ Freud S., (1937) “ L'analyse avec fin et l'analyse sans fin ”, in *Résultats, idées, problèmes II*, Paris ; PUF, p 241

²⁵ Soler C., “ La politique du symptôme ”, in *Quarto* n° 65, Hiver 1998, pp. 71-76.